

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : Vendredi 2 Octobre 2020

Date d'affichage : Vendredi 2 Octobre 2020

| | |
|----------------|--|
| OBJET : | Mise à disposition d'un agent de la commune au Centre Communal d'Action Sociale |
|----------------|--|

L'an deux mille vingt, le huit octobre, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Mathilde LARGILLET, Coraline KULCZYCKI, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Julien FRANQUET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER

Absents ayant donné pouvoir : Mr SOUMARE a donné procuration à Mme CARLIER R.
Mr BRAHMA a donné procuration à Mr MERVILLE

Absents : Mme VARLET

Secrétaire de séance : Mme CARBOULET

| | | | | | |
|---------------------|----------------------|----------------------------|---------------|----------------------|----------------|
| Nombre de | En exercice : | 33 | Vote : | Pour : | 32 / 32 |
| Conseillers | Présents : | 30 | | Contre : | 0 / 32 |
| Municipaux : | Votants : | 30 + 2 procurations | | Abstentions : | 0 / 32 |

Présentation :

En application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, notamment ses articles 61 et suivants, la mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

Délibération :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Vu l'avis du Comité Technique en date du 29 septembre 2020 ;
- Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S) de la commune souhaite obtenir la mise à disposition de Mme Sabine CHARLET née THOMASSE, à temps complet, afin d'exercer les fonctions de référente du Programme de Réussite Éducative pour une période de 16 mois, à compter du 1^{er} septembre 2020 ;
- Considérant que Mme Sabine CHARLET née THOMASSE, grade de rédacteur territorial, titulaire du diplôme d'Éducateur de Jeunes Enfants, a donné son accord pour cette mise à disposition ;

Considérant que le C.C.A.S s'engage à reverser le montant de la mise à disposition des charges sociales, ainsi que tous les frais attachés à l'agent (formations, frais médicaux...), de Mme Sabine CHARLET née THOMASSE à la Mairie de DOUCHY-LES-MINES ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE

Monsieur le Maire à prendre tous les actes administratifs nécessaires à la conclusion de cette mise à disposition dans les conditions décrites.

Une délibération concordante sera prise par le CCAS.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.



Pour extrait conforme,
Le Maire,

Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.